

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Carrières, Matériaux et Déchets

Auxerre, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/01/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COVED (PAPREC)

lieu dit La Tournelle
89340 CHAMPIGNY

Références : 2 2 0 1 6 5

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2022 dans l'établissement COVED (PAPREC) implanté lieu-dit La Tournelle 89340 CHAMPIGNY. L'inspection a été annoncée le 16/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Conformément aux dispositions de l'article 20-III de l'arrêté ministériel précité (AM), avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. La vérification est basée sur le dossier de conformité du casier D2-4 reçu le 09/12/21 et sur les constatations sur site concernant l'état général des aménagements.

L'admission des déchets dans le casier ne peut débiter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées. La présente visite a donc été programmée à cette fin.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COVED (PAPREC)
- Lieu-dit La Tournelle 89340 CHAMPIGNY
- Code AIOT dans GUN : 0024900044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'installation contrôlée est le casier D2-4 du site de stockage de déchets non dangereux de CHAMPIGNY SUR YONNE exploité par COVED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- 1) suites de l'inspection du 22/06/21

2) conformité du casier D2-4 dont notamment :

- constitution des barrières de protection passive et active
- détection des départs de feu du casier
- gestion des lixivats du casier.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 8.3.4	/	Sans objet
Départ de feu sur casier	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 7.4.10.1	/	Sans objet
Lixiviats	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 4.4.2.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Matériaux de recouvrement	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33.II	/	Sans objet
Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 27	/	Sans objet
Odeurs	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 3.1.3	/	Sans objet
Cartographie des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21	/	Sans objet
Lixiviats	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 4.2.1.4	/	Sans objet
Registre des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 5.3	/	Sans objet
Caractéristique des casiers exploités en mode bioréacteur	Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

2 non-conformités sont à lever pour permettre l'ouverture du casier D2-4 :

- L'exploitant doit justifier de la mise en place sur le casier d'un réseau de caméras à détection infrarouge (au moins 2 capteurs).
- L'évacuation des lixiviats vers le puit central doit être effective.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Matériaux de recouvrement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33.II
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Constats : Réponse de l'exploitant du 29/09/21 : L'installation réceptionne des quantités importantes de matériaux inertes (environ 61 000 t en 2020). Ces matériaux une fois sur site sont utilisés soit pour le recouvrement périodique et le stock incendie, soit pour les travaux des digues périphériques. La part d'inerte dédiée à la couverture représente environ 13 % de nos apports d'inertes soit 8 000 t/an. Le stock d'inerte potentiellement utilisable sur site dans la zone de remblai est d'environ 16 000 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Constats : Réponse de l'exploitant du 29/09/21 : "Le déchet en provenance de l'usine Salvador de Sotteville les Rouen a fait l'objet d'une analyse d'acceptabilité par le client puis in-situ, conformément à notre procédure de réception. Selon notre tableau "bilan de conformité des analyses avant acceptation de déchets" (fourni), le déchet est compatible avec les seuils d'acceptation de l'ISDND. Les valeurs choisies sont issues de la "Chartre qualité du métier de stockage des déchets de la FNADE de juillet 2004, annexe 2 portant sur les valeurs guides pour l'admission des terres polluées en stockage sur lixiviats". Concernant le déchet en provenance de l'usine Bessier à la Chapelle la Reine, celui-ci est classé 08 01 16 dans notre registre déchet ainsi que notre CAP. L'analyse d'acceptabilité (fournie) a permis de s'assurer de son caractère non dangereux. En cas de seuil dépassé, donnant un déchet "dangereux", le déchet en attente aurait été retourné ou directement envoyé en filière de traitement adaptée et avec la codification adaptée. Enfin, concernant les refus de tri de Wissous, ces déchets ne sont pas soumis à analyse. Ce sont des déchets issus de centre de tri de déchets de chantier (donc non dangereux) avec le code déchet 19 12 12 comme indiqué sur la FIPAD (fourni)."
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Constats : L'étude d'impact olfactif a été réalisée le 20/07/21 par la société EUROPOLL. Le rapport a été fourni. Suite à cette dernière, l'exploitant a mis en place des actions correctives au niveau du bassin de lixiviats (ensemencement de bactéries dans le bassin et brassage en continu de celui-ci). Une nouvelle étude est prévue en juillet 2022.
Observations : La nouvelle étude d'impact olfactif prévue en juillet 2022 est à transmettre à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Cartographie des émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Constats : L'exploitant a transmis le rapport de contrôle des émissions diffuses réalisé par EUROPOLL le 8 et 9 janvier 2020 ainsi que le suivi des actions correctives. L'exploitant indique qu'il reste sur les 6 zones émettrices de biogaz de 2020, une zone dont les mesures correctives n'ont pas été efficaces. Il prévoit des travaux pour y remédier.
Observations : L'efficacité des actions correctives est à vérifier par un nouveau contrôle réalisé au plus tard deux ans après la mesure précédente (soit janvier 2022). L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives sera transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 4.2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Constats : L'exploitant a fourni le 29/09/21 la feuille de suivi mensuelle du site présentant notamment la hauteur de vide dans les puits de lixiviats et l'état de la pompe associée (si écoulement non gravitaire). La hauteur de charges hydraulique n'est pas indiquée sur ce relevé. Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le tableau excel, issu de ce relevé mensuel, calculant la charge hydraulique en fond de casiers. Sur 2021, un seul dépassement (40 cm au lieu 30 cm) cm a eu lieu le 05/07/21 (puits n° 2). Le mois suivant, la valeur est redevenue correcte.
Observations : L'exploitant n'a pas tracé l'action corrective réalisée suite au dépassement de la hauteur de charge hydraulique dans le puits n° 2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registre des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Constats : Réponse de l'exploitant du 29/09/21 : "La réinjection des lixiviats est suivie à chaque jour de réinjection selon la procédure prévue. Le registre indique les quantités réinjectées par drain (registre fourni). Concernant le contrôle de l'humidité des déchets, celui-ci n'est pas réalisable techniquement dans les casiers. L'humidité est calculée annuellement sur la base des déchets entrés dans le casier comme prévu dans la procédure de réinjection : "Cette teneur est calculée une fois par an et par casier sur la base d'une moyenne de la teneur en eau pour chaque type de déchets entrants". Pour le casier D2-1, fermé en juin 2020, l'humidité est de 24 %.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 8.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
<p>Constats : Réponse exploitant du 29/09/21 :</p> <p>"Les nappes souterraines ont été analysées avec des prélèvements du 30/09/20 par le laboratoire Eurofins et du 23/06/21 par le laboratoire Wessling. Les résultats d'analyses (fournis) ne montrent pas d'impact du site sur la nappe.</p> <p>Lors de l'intervention du prestataire le 23/06/21, il a été constaté que le prélèvement dans le piézomètre aval n° 5 n'était plus possible. Une inspection par caméra vidéo a été menée le 22/09/21 et a révélé que le piézomètre aval n° 5 est bouché par une partie d'une canne de prélèvement de la société externe. Conformément à l'article 4.2.3. de l'arrêté préfectoral du site, le piézomètre sera remis en service sous 18 mois."</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la sonde bouchant le PZ5 avait été enlevée et qu'une analyse des eaux souterraines avait été réalisée le 15/10/21 ne montrant pas d'impact par rapport à l'amont du site.</p> <p>Le PZ2 n'est pas analysé depuis 2013. L'exploitant indique que celui-ci est ensablé et qu'il n'a pas été remplacé depuis conformément à l'article 4.2.3 de l'AP.</p> <p>L'exploitant vérifiera la fonctionnalité (ou non) du PZ2 et justifiera le cas échéant sa non-utilisation pour la surveillance des eaux souterraines du site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Caractéristique des casiers exploités en mode bioréacteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2016, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Constats : L'examen de la conformité du casier D2-4 est fourni en annexe. A noter : 1) Le casier D2-4 est exploité en réhausse. L'exploitant a mis en place une couche de forme de matériaux terreux d'épaisseur supérieure à 50 cm au toit des déchets de la subdivision sous jacente. Une digue de fermeture en matériaux terreux d'un mètre de largeur sur deux mètres de hauteur est présente pour rendre la subdivision hydrauliquement indépendante. La justification de la conformité des terres apportées, sur la base des critères d'acceptation en ISDI, est fournie pour les diguettes selon le rapport d'analyse EUROFINs du 27/10/2021. L'analyse de la couche de 0,5 m mise en place au toit de la subdivision sous-jacente n'a pas été fournie. Cependant, suite à l'inspection, un prélèvement de terre a été réalisé pour analyse sur la partie de la subdivision D2.5 (matériaux mis en place en même temps que ceux au toit de la subdivision sous-jacente de D2-4) et l'analyse a été fournie justifiant de la conformité des terres sur la base des critères d'acceptation ISDI. 2) La géomembrane mise en œuvre sur les digues de fermeture est en PEHD (ATARFIL HD 2,0 mm). En fond de casier, la géomembrane est en PEHD (ATARFIL HD 1,5 mm). Les fiches techniques sont produites et conformes. En raison du risque de tassement des déchets sous-jacents, la géomembrane de fond de casier fait l'objet d'un dispositif de jupe coulissante dont le dimensionnement a été calculé par analogie avec le tassement sur le casier D2.1. 3) 2 géotextiles de protection géocomposite de drainage ont été mis en œuvre au niveau des talus et de la digue (TECHNOGEO F22 300g/m ² et F55 800 g/m ²). Les fiches ASQUAL sont fournies. 4) Un géocomposite de drainage et de protection (AFITEX DRAINTUBE 400 FT1 D20) a été mis en œuvre au niveau du fond du casier. Le géocomposite de drainage fait l'objet d'une note d'équivalence conformément à l'article 3 de l'APC n° PREF-DCPP-SE-2016-0328 du 02/08/2016.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Départ de feu sur casier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 7.4.10.1
Thème(s) : Risques accidentels, déchets
Constats : L'exploitant indique que, jusqu'à sa fin d'exploitation, le casier D2-2 sera surveillé par les 3 caméras et sera ensuite recouvert d'une couche de 25 cm. Il précise également que 2 des 3 caméras thermiques seront déplacées pour surveiller le casier D2-4 avec constat réalisé par huissier le jour d'ouverture de l'installation. Un test de fonctionnement sera joint au constat. Au jour de l'inspection, la future zone d'exploitation du casier D2-4 n'est pas surveillée par un réseau de caméras à détection infrarouge (2 capteurs minimum). L'ouverture du casier D2-4 est soumise à la mise en place de ce réseau de surveillance de départ de feu.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 4.4.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, déchets
<p>Constats : Les plans de récolement présents avec le dossier de conformité du casier D2-4 indiquent une pente de 3 % et le jour de l'inspection, de l'eau était présente en point bas du casier au niveau du puit de lixiviats. Les lixiviats du casier D2-4 sont ensuite récupérés gravitairement vers le puits central. Une vanne d'isolement est actuellement fermée au niveau du puits du casier D2-4. L'exploitant indique que celle-ci sera ouverte lors de l'ouverture du casier.</p> <p>Le jour de l'inspection, la pompe lixiviats du puits central n'était pas en fonctionnement car le coffret électrique prévu pour son alimentation était utilisé pour la pompe permettant d'évacuer les eaux pluviales du casier D2-4. Suite à l'inspection, l'exploitant a indiqué par courriel (avec photos) que le coffret d'alimentation électrique avait été déplacé et qu'une 2ème alimentation électrique avait été mise en place pour brancher la pompe de lixiviats du puits central du casier D. De cette manière, les deux pompes peuvent fonctionner en même temps.</p> <p>Coté bassin de lixiviats, l'exploitant indique qu'une alarme visuelle est activée sur niveau haut. L'exploitant arrête alors les pompes de relevage de lixiviats (pompe sur casier D et fermeture vanne sur casier gravitaire A et B). Une procédure est mise en place avec appel d'une société pour traiter en externe les lixiviats.</p> <p>Pour l'ouverture du casier D2-4, l'exploitant devra justifier de la bonne évacuation des lixiviats du casier (ouverture de la vanne d'isolement du puits notamment)</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet